

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 SEPTEMBRE 1919

Proposition de loi portant revision de certains articles de la loi organique de l'instruction primaire du 19 mai 1914.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Bien que la loi du 19 mai 1914 ait apporté des modifications importantes au barème des traitements des instituteurs, celui-ci n'était pas en rapport avec les nécessités de la vie de l'instituteur eu égard au rang qu'il doit occuper dans la société, au rôle qu'il a à remplir. En effet, les traitements des instituteurs étaient inférieurs à ceux des fonctionnaires de l'État de culture équivalente.

La situation a empiré à la suite de la guerre, pendant laquelle les instituteurs furent obligés de sacrifier leurs petites économies, de vider leur garde-robe, d'épuiser tous les moyens de subvenir à leur existence et actuellement, la vie chère a des conséquences si fâcheuses pour l'instituteur, que, quelles que soient les améliorations qu'on lui accorde par des indemnités, sa situation peut être qualifiée, sans exagération, de misérable. Son salaire n'est pas seulement inférieur à celui d'un fonctionnaire de l'État, mais le moindre ouvrier a un revenu qui dépasse celui de l'instituteur. Et comme la valeur d'une personne est toujours considérée suivant son revenu, un instituteur vaut actuellement moins qu'un charbonnier ou qu'un ouvrier.

A une époque où plus que jamais la Patrie a les yeux fixés sur l'instituteur pour relever le niveau intellectuel et moral du peuple, où l'avenir de la Nation est entre ses mains, il faut que ces inconséquences disparaissent et que l'instituteur, par son indépendance matérielle, jouisse de l'influence morale nécessaire à l'accomplissement de son importante et difficile mission.

Beaucoup d'instituteurs sont obligés de chercher d'autres ressources en dehors de leurs fonctions. Faut-il insister sur la nécessité de débarrasser l'instituteur de tout souci matériel et de lui permettre de se livrer entièrement à ses fonctions ?

Cette situation a une répercussion déplorable sur le recrutement du personnel enseignant. Il y a pénurie d'instituteurs dans un grand nombre de communes ; l'institutrice fonctionne jusque dans les degrés moyen et supérieur des écoles de garçons ; des centaines de vieux instituteurs demandent leur mise à la retraite et les vides qu'ils laissent ne seront pas remplis ; la création de nouvelles classes s'impose par suite de l'obligation scolaire et de l'organisation du 4^e degré, et l'on ne trouvera pas le personnel enseignant capable nécessaire ; le recrutement des élèves normalistes laisse tellement à désirer, que le manque d'instituteurs augmentera sans cesse et que leur niveau intellectuel baissera insensiblement.

L'insuffisance du traitement crée un vif mécontentement parmi les instituteurs et il faut s'attendre, si la situation perdure, à ce qu'ils soient poussés à des moyens extrêmes, les ventres affamés n'ayant pas d'oreilles. Ce serait regrettable et dangereux à tous les points de vue et nous attirons sur ce point toute la sérieuse attention de nos collègues, ainsi que de ceux qui ont assumé la responsabilité du pouvoir.

On a espéré calmer quelque peu les esprits par l'octroi des indemnités de vie chère, mais celles-ci sont *insuffisantes* ; leur paiement se fait à de longs intervalles. Depuis l'armistice, les instituteurs ont reçu la somme de 300 francs et la liquidation complète n'est plus assurée : une partie ayant été laissée à la charge des communes, avec faculté de l'accorder ou non.

Nous croyons qu'il faut augmenter sensiblement les traitements des instituteurs et les porter à un taux qui réponde à leurs besoins quand le coût de la vie sera redevenu plus ou moins normal !

En attendant que cela soit, il faut garantir momentanément aux instituteurs l'intégralité de l'indemnité de vie chère en imposant aux communes une intervention *obligatoire* et non *facultative* comme l'indique l'arrêté royal.

Il est indispensable que les améliorations que nous préconisons pour l'instituteur primaire soient applicables aux membres du personnel enseignant Frœbel. Personne ne saurait contester l'utilité de l'école gardienne ni l'importance du rôle de l'institutrice y attachée. Il est donc regrettable que les législations de 1893 et 1914 n'aient pas cru devoir assimiler les institutrices gardiennes au personnel enseignant des écoles primaires, pour leur assurer un minimum de traitement et des augmentations périodiques, pour leur garantir la stabilité de leur position et même pour les dispenser du prélèvement sur leurs maigres traitements de la totalité des indemnités dues à leur intérimaire en cas de maladie.

Notre projet assimile donc les institutrices Frœbel aux institutrices primaires et celles-ci aux instituteurs primaires. Il n'est que juste qu'à l'identité des services corresponde un traitement égal.

Voici maintenant comment nous concevons l'application de nos propositions :

1° En assurant aux membres du personnel enseignant un traitement de base de 3,600 francs, les avantages matériels des instituteurs ne sont pas supérieurs à ceux que les jeunes gens de culture équivalente trouvent dans le commerce et l'industrie. Nous leur attribuons une indemnité de résidence, d'après l'importance des communes où ils fonctionnent.

L'augmentation du prix du loyer et la cherté des pensions doit avoir pour conséquence une augmentation raisonnable de l'indemnité de résidence.

Celle-ci ne constituant qu'une part du traitement, nous supprimons la disposition qui n'en ordonne l'octroi intégral, qu'à l'un des conjoints, lorsqu'ils exercent leurs fonctions dans la même commune.

2° En ce qui concerne les augmentations périodiques de traitement, les charges de famille croissant d'une façon régulière et continue, il nous a paru que des augmentations annuelles répondent mieux aux nécessités et que l'instituteur doit arriver à son maximum de traitement après vingt-quatre années de service.

Tous ces avantages ne seraient cependant pas applicables aux institutrices Fröbel qui ne possèdent pas le diplôme d'institutrice primaire ou le diplôme de l'enseignement moyen du 2° degré; les institutrices gardiennes devraient se contenter des trois quarts du traitement de base et des augmentations annuelles.

3° Quant à l'indemnité de direction, nous demandons qu'elle ne soit pas inférieure à 300 francs ni supérieure à 600 francs, que tous les instituteurs de classe aient la moitié de cette indemnité après vingt-cinq années de service.

4° Notre projet comprend quelques dispositions en faveur des instituteurs incorporés. Ces dispositions qui autorisent ces défenseurs de la Patrie à faire compter pour doubles les années de guerre pour les augmentations de traitement et à faire entrer ces années en ligne de compte pour former les cinq années de stage requises pour obtenir une direction d'école, ne sont pas des faveurs; ce ne sont que des mesures d'équité et de justice.

5° Nous avons cru devoir insérer dans la loi certaines dispositions en faveur des professeurs spéciaux, dont le nombre augmentera sans cesse à la suite de la création du 4° degré.

6° L'enseignement populaire étant avant tout un service de l'État, nous augmentons et simplifions l'intervention financière du Trésor public. Dorénavant, l'État interviendra pour les quatre cinquièmes dans les traitements des membres du personnel enseignant primaire et Fröbel et la commune pour le cinquième.

7° Le paiement irrégulier des traitements et l'influence désastreuse au point de vue de l'indépendance morale de l'instituteur qu'exercent certains éplucheurs du budget communal en faisant passer le pauvre maître d'école

comme un *budgetivore communal* ont engagé beaucoup d'instituteurs à réclamer la reprise de l'enseignement par l'État.

Cette reprise, qui aurait certainement une salubre influence sur le progrès de l'enseignement dans un très grand nombre de communes rurales, aurait, malheureusement, de sérieux inconvénients dans les grands centres. Les communes belges, et surtout les grandes villes, tiennent à leur autonomie. L'instituteur doit avoir la confiance des pères de famille dont la majorité est représentée par le Conseil communal; les déplacements d'office seraient peu agréables et onéreux, etc.

Pour remédier à la situation, nous proposons que le traitement de l'instituteur soit payé directement par le Trésor public et que la part incombant aux communes soit recouvrable, chaque année, au profit de l'État.

Telles sont, Messieurs, les propositions que nous soumettons avec confiance à l'examen de la Chambre. Nous espérons, que nos honorés collègues voudront bien les examiner avant la clôture de la session et mettre fin à un état de choses qui est plein de dangers pour l'éducation de la jeunesse et pour l'avenir de la Patrie.

ADOLPHE BUYL.

Proposition de loi portant revision de certains articles de la loi organique de l'instruction primaire du 19 mai 1914.

ARTICLE PREMIER.

L'article 29 de la loi organique de l'enseignement primaire est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le Conseil communal fixe le traitement des instituteurs communaux qui comprendra nécessairement les éléments suivants :

» 1° Un traitement de base de 3,600 francs pour les instituteurs et institutrices primaires et Fröbel.

» 2° Une indemnité de résidence fixée comme suit :

» Dans les communes de 5,000 habitants et moins. . . fr. 200 »

» Dans les communes de 5,001 habitants à 40,000 habitants 400 »

» Dans les communes de 40,001 habitants à 100,000 habitants 600 »

» Dans les communes de plus de 100,000 habitants 800 »

• Cette indemnité sera doublée :

» a) Pour les instituteurs mariés, ainsi que les veufs et veuves avec enfants ;

» b) Pour les instituteurs et institutrices chefs d'école.

Wetsvoorstel houdende herziening van sommige artikelen der wet van 19 Mei 1914 tot regeling van het lager onderwijs.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 29 der wet tot regeling van het lager onderwijs wordt door de navolgende bepalingen vervangen :

« De Gemeenteraad stelt de wedde van de gemeentelijke onderwijzers vast ; deze wedde bestaat noodzakelijk uit :

» 1° Eene aanvangswedde van 3,600 frank voor de onderwijzers en onderwijzeressen der lagere scholen en der Fröbelscholen ;

» 2° Eene huishuurvergoeding bepaald als volgt :

» In de gemeenten van 5,000 inwoners en minder. fr. 200 »

» In de gemeenten van 5,001 tot en met 40,000 inwoners 400 »

» In de gemeenten van 40,001 tot en met 100,000 inwoners 600 »

» In de gemeenten van meer dan 100,000 inwoners. 800 »

» Deze vergoeding wordt op het dubbel gebracht :

» a) Voor de gehuwde onderwijzers, alsmede voor de weduwnaars en weduwen met kinderen ;

» b) Voor de onderwijzers en onderwijzeressen die tevens schoolhoofden zijn.

» Les communes sont classées d'après la population de droit constatée par le dernier recensement décennal.

» Deux ou plusieurs communes formant une agglomération ou considérées comme telle par arrêté royal, sont rangées dans la catégorie de celle d'entre elles ayant la plus forte population.

» N'ont pas droit à l'indemnité de résidence les instituteurs et les institutrices qui ont la jouissance d'un logement scolaire.

» Les qualifications de « sous-instituteur » et de « sous-institutrice » sont supprimées.

ART. 2.

Le littéra A de l'article 32 est rédigé comme suit :

« L'instituteur et l'institutrice primaires et Frœbel ont droit à douze augmentations annuelles de 150 francs et douze augmentations annuelles de 100 francs à l'effet de majorer de 3,000 francs après vingt-quatre ans de service, le minimum prévu à l'article 29.

» Ces augmentations prennent cours au 1^{er} janvier de chaque année.

» Toutefois, lorsque l'institutrice Frœbel n'est pas porteur du diplôme de l'enseignement primaire ou du diplôme de l'enseignement moyen du 2^e degré, elle n'a droit qu'aux trois quarts du traitement de base et des augmentations annuelles; elle jouira de l'intégralité de l'indemnité de résidence. »

ART. 3.

Le littéra B de l'article 32 est complété par la disposition suivante :

« Les services rendus pendant la

» De gemeenten worden ingedeeld naar het cijfer der bevolking, vastgesteld door de jongste tienjaarlijksche volkstelling.

» Twee of meer gemeenten, die eene agglomeratie uitmaken of bij koninklijk besluit als zoodanig zijn beschouwd, worden opgenomen in de klasse van die onder haar, welke de grootste bevolking heeft.

» Onderwijzers en onderwijzeressen, die een schoolhuis bewonen, hebben geen aanspraak op de huishuurvergoeding.

» De benamingen « hulponderwijzer » en « hulponderwijzeres » worden afgeschaft. »

ART. 2.

Littéra A van artikel 32 wordt gewijzigd als volgt :

« De onderwijzer en de onderwijzeres der lagere scholen en der Frœbelscholen hebben aanspraak op twaalf jaarlijksche verhoogingen van 150 frank en twaalf jaarlijksche verhoogingen van 100 frank, derwijze dat het bij artikel 29 bepaald minimum met 3,000 frank wordt verhoogd na een diensttijd van vier en twintig jaar.

» Deze verhoogingen zijn verschuldigd vanaf 1 Januari van elk jaar.

» Is echter de onderwijzeres der Frœbelschool niet in bezit van het diploma van lager onderwijs of van het diploma van middelbaar onderwijs 2^e graad, dan heeft zij slechts aanspraak op drie vierden van de aanvangswedde en van de jaarlijksche verhoogingen, alsmede op de volle huishuurvergoeding. »

ART. 3.

Littéra B van artikel 32 wordt aangevuld door de navolgende bepaling :

« De diensten, tijdens den oorlog be-

guerre par les instituteurs incorporés comptent double. Sont assimilés aux instituteurs, les porteurs du diplôme d'instituteur et du diplôme de l'enseignement moyen du 2^e degré, qui n'étaient pas encore en fonctions au moment de leur incorporation.

» Les mêmes dispositions sont applicables aux élèves normalistes incorporés. »

ART. 4.

Par dérogation aux articles 23, 31 et 32, *littéra F*, l'Etat supportera les quatre cinquièmes du traitement de base, de l'indemnité de résidence et de l'augmentation annuelle obligatoire, quand il s'agit d'instituteurs ou d'institutrices ne vivant pas en commun.

ART. 5.

L'article 33 est modifié comme suit :

« Une indemnité de direction, à concurrence des quatre cinquièmes à charge de l'Etat et calculée à raison de 100 francs par classe, est attribuée aux chefs d'école titulaires d'une classe, ou qui ont la direction de cinq classes au moins.

» Cette indemnité ne peut être inférieure à 300 francs, ni supérieure à 600 francs.

» Après vingt-cinq années de service, tout instituteur de classe obtient le titre de directeur d'école, à titre personnel, et a droit à la moitié de l'indemnité de direction. »

ART. 6.

Le paragraphe suivant est ajouté à l'article 14 :

« Toutefois, les résolutions des con-

wezen door de ingelijfde onderwijzers, tellen voor dubbel. Worden met de onderwijzers gelijkgesteld zij, die in bezit zijn van het diploma van onderwijzer en van het diploma van het middelbaar onderwijs 2^e graad en die bij hunne inlijving nog niet in bediening waren.

» Dezelfde bepalingen zijn van toepassing op de ingelijfde leerlingen der normaalscholen. »

ART. 4.

Met afwijking van de artikelen 23, 31 en 32, *littéra F*, draagt de Staat vier vijfden der aanvangswedde, der huishuurvergoeding en der verplichte jaarlijkse verhooging, wanneer het betreft onderwijzers of onderwijzeressen die niet in gemeenschap leven.

ART. 5.

Artikel 33 wordt gewijzigd als volgt :

« Eene bestuursvergoeding, tegen 100 frank par klasse berekend en tot een bedrag van vier vijfden ten laste van den Staat gelegd, wordt toegekend aan de schoolhoofden die met eene klasse belast zijn of het bestuur hebben over ten minste vijf klassen.

» Deze vergoeding bedraagt ten minste 300 frank, doch mag niet 600 frank overschrijden.

» Na een diensttijd van vijf en twintig jaar bekomt elke onderwijzer eener klasse den titel van schoolbestuurder, ten persoonlijken titel, en heeft hij aanspraak op de helft der bestuursvergoeding. »

ART. 6.

Het navolgende lid wordt aan artikel 14 toegevoegd :

« De beslissingen der gemeentera-

seils communaux portant suppression d'une école gardienne communale ou d'une ou plusieurs places d'institutrice gardienne, sont soumises à l'avis de la Députation permanente et à l'approbation du Roi.

» Toutes les autres dispositions de la loi organique sont applicables aux écoles gardiennes. »

ART. 7.

Les traitements des maîtres spéciaux chargés d'enseigner certaines branches dans les écoles où le personnel ordinaire n'a pas les aptitudes voulues pour donner cette enseignement, tels que les maîtresses de couture, d'économie domestique, les professeurs de dessin, des travaux manuels, de chant, de gymnastique, d'agriculture, etc., sont calculés à raison de 4 % du revenu des instituteurs par heure hebdomadaire de cours.

Toutes les autres dispositions de la loi organique leur sont applicables.

ART. 8.

L'article 36 est complété comme suit :

« Le traitement est payé mensuellement par le Trésor public; chaque année les parts incombant aux communes dans le paiement de ces traitements sont portées aux budgets des communes. Ces parts sont recouvrables au profit du Trésor public. Le versement en est fait chez les agents du caissier général de l'Etat avant le 15 décembre de l'année pour laquelle les parts sont dues. »

den, houdende afschaffing van eene gemeentelijke bewaarschool of van een of meer plaatsen van onderwijzeres eener bewaarschool, worden echter onderworpen aan het advies der Bestendige Deputatie en aan de goedkeuring des Konings.

» Al de overige bepalingen der organieke wet zijn van toepassing op de bewaarscholen. »

ART. 7.

De wedden van de bijzondere leermeesters, met het onderwijs van sommige vakken belast in de scholen waar het gewoon personeel daartoe niet bekwaam is, als daar zijn de leermeesteressen voor naaldenwerk, huishoudkunde, de leeraars van handteekenen, handwerken, zang, gymnastiek, landbouw, enz., worden berekend tegen 4 t. h. van het inkomen der onderwijzers voor elke uur les per week.

Al de overige bepalingen der organieke wet zijn op hen toepasselijk.

ART. 8.

Artikel 36 wordt aangevuld als volgt :

« De wedde wordt maandelijks betaald door de Openbare Schatkist; ieder jaar wordt het aandeel, dat elke gemeente in die wedde moet betalen, op de gemeentebegroting uitgetrokken. Dit aandeel moet in de Openbare Schatkist gestort worden. De storting geschiedt bij de agenten van den algemeenen kashouder van den Staat vóór 15 December van het jaar, waarvoor het aandeel is verschuldigd. »

ART. 9.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 28 :

« Dans la supputation des années de service sont comprises les années passées à l'armée par les instituteurs et les élèves normalistes incorporés. »

ART. 10.

Les dispositions ci-dessus sont rendues applicables à partir du 1^{er} juillet 1919.

ART. 9.

De navolgende bepaling wordt aan artikel 28 toegevoegd :

« Bij het berekenen van de jaren dienst worden de jaren, die de ingelijfde onderwijzers en leerlingen van normaalscholen in het leger doorbrachten, in aanmerking genomen. »

ART. 10.

Bovenstaande bepalingen zijn van toepassing vanaf 1 Juli 1919.

A. BUYL.

H. MARCK.

D^r V. VAN CAUTEREN.

J. MAENHAUT.

NICOLAS SOUPLIT.

BERLOZ EUGÈNE.



(A)

(Nr 332)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 SEPTEMBER 1919.

**Wetsvoorstel houdende herziening van sommige artikelen der wet
van 19 Mei 1914 tot regeling van het lager onderwijs.**

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Al heeft de wet van 19 Mei 1914 belangrijke wijzigingen gebracht in den wedderooster der onderwijzers, toch was deze niet in overeenstemming met de levensbehoefte van den onderwijzer ten aanzien van den rang, dien hij in de maatschappij moet bekleeden, en van de rol welke hij te vervullen heeft. Inderdaad, de jaarwedden der onderwijzers waren lager dan die der Staatsambtenaren met gelijke ontwikkeling.

Ten gevolge van den oorlog is de toestand verergerd, wijl de onderwijzers zich genoodzaakt zagen hunne nederige besparingen op te leven, hun kleergoed tot het laatste stuk te verslijten, al de middelen uit te putten waarmede zij in hun bestaan konden voorzien en, thans, heeft de levensduurte zulke bezwarende gevolgen voor den onderwijzer dat, welke verbeteringen men hem ook door middel van tegemoetkomingen verleent, zijn toestand, zonder overdrijving, ellendig mag genoemd worden. Zijn loon is niet alleen beneden dat van een Staatsambtenaar, doch de minste werkmán beschikt over een hooger inkomen dan dit van den onderwijzer. En daar de waarde van een persoon steeds naar zijne inkomsten geschat wordt, geldt een onderwijzer thans minder dan een kolenmijnwerker of een werkmán.

Nu het Vaderland meer dan ooit op den onderwijzer rekt om het volk geestelijk en zedelijk te verheffen, nu de toekomst der Natie in zijne handen berust, is het noodig dat die tegenstrijdigheden verdwijnen en dat de onderwijzer, door zijne onafhankelijkheid in stoffelijk opzicht den vereischten zede-

lijken invloed geniete tot het vervullen van zijne belangrijke en moeilijke zending.

Talrijke onderwijzers zijn verplicht zich, buiten hunne ambtsbezigheden, andere inkomsten te verschaffen. Behoeven wij aan te dringen op de noodzakelijkheid, den onderwijzer van elke stoffelijke bekommering te bevrijden en hem toe te laten zich geheel aan zijn ambt te wijden?

Deze toestand oefent een nadeeligen invloed uit op de aanwerving van de leerkrachten. In talrijke gemeenten is er gebrek aan onderwijzers; de onderwijzeres treedt op tot in den middengraad en zelfs in den hoogen graad der jongensscholen; honderden bejaarde onderwijzers vragen om op pensioen te worden gesteld en de leemten, welke zij laten, zullen niet aangevuld worden; wegens het invoeren van den leerplicht en de instelling van den 4ⁿ graad dienen nieuwe klassen opgericht te worden, en men zal de onontbeerlijke bekwame leerkrachten niet vinden; de aanwerving van de normalisten laat zoodanig te wenschen over, dat het gebrek aan onderwijzers aanhoudend zal toenemen en dat het verstandelijk peil van dezen langzamerhand zal dalen.

De ontoereikendheid der wedde verwekt groote ontevredenheid onder de onderwijzers en, mocht de toestand voortduren, dan kan men zich er aan verwachten dat zij tot de uiterste middelen zullen gedwongen worden, want hongerige magen hebben geene ooren. Dit zou betreurenswaardig en gevaarlijk zijn in alle opzichten, en daarop vestigen wij de ernstige aandacht van onze medeleden, evenals van hen, die de verantwoordelijkheid van de Regeering hebben op zich genomen.

Men had gedacht de geesten eenigszins tot bedaren te kunnen brengen door het toekennen van duurtetoeslagen, doch deze zijn *ontoereikend*; de uitbetaling daarvan laat zich soms lang wachten. Sinds den wapenstilstand hebben de onderwijzers de som van 300 frank ontvangen en de volledige uitbetaling is niet meer verzekerd: een gedeelte werd ten laste der gemeente gelaten, en deze zijn vrij ze al of niet toe te kennen.

Wij zijn van meening dat men de jaarwedden der onderwijzers aanzienlijk moet verhoogen en brengen op een cijfer dat met hunne behoeften strookt, wanneer de prijs van het leven opnieuw min of meer normaal zal geworden zijn.

Intusschen moet men voor 't oogenblik aan de onderwijzers den vollen duurtetoeslag waarborgen, door de gemeenten te *verplichten*, tusschen beide te komen voor hun aandeel, met haar daartoe *vrij te laten*, zooals dit in het koninklijk besluit is bepaald.

Het is onontbeerlijk dat de door ons voorgestelde verbeteringen voor den lagere onderwijzer toepasselijk zijn op de leerkrachten van het Fröbel-onderwijs. Niemand zou het nut der bewaarschool, noch de belangrijkheid van de rol der daaraan gehechte onderwijzeres kunnen betwisten. Het is dus te betreuren dat bij de wetten van 1895 en 1914 de bewaarschool-onderwijzeressen niet op gelijken voet werden gesteld met de leerkrachten van de lagere scholen, ten einde haar een minimum van jaarwedde en

regelmatige verhoogingen te verzekeren; ten einde haar de vastheid in hun ambt te waarborgen en zelfs haar niet meer te verplichten tot betaling, door hare geringe jaarwedden, van het geheel bedrag der vergoedingen verschuldigd aan die haar vervangen in geval van ziekte.

Ons ontwerp stelt dus de Frœbelonderwijzeressen gelijk met de lagere onderwijzeressen en de lagere onderwijzers. Het is niet meer dan billijk dat gelijke diensten door een gelijke wedde worden bezoldigd.

Ziehier nu hoe wij de toepassing van onze voorstellen begrijpen :

1° Door aan de leden van het onderwijspersoneel eene aanvangswedde van 3,600 frank te verzekeren, zijn de stoffelijke voordeelen, aan de onderwijzers toegekend, niet grooter dan deze die de jongelieden met gelijke ontwikkeling zich in den handel of in de nijverheid verschaffen. Wij kennen hun eene huishuurvergoeding toe naar de belangrijkheid van de gemeenten, waar zij hun ambt uitoefenen.

De stijging van den huishuurprijs en de duurte der kosthuizen moeten eene redelijke vermeerdering van de huishuurvergoeding ten gevolge hebben.

Daar deze slechts een deel van de jaarwedde uitmaakt, laten wij de bepaling wegvallen, krachtens welke het volle bedrag daarvan slechts moet worden toegekend aan een der echtgenooten, wanneer zij hun ambt in dezelfde gemeente uitoefenen.

2° Wat de periodieke weddeverhoogingen betreft, kwam het ons voor, daar de familielasten geregeld en bestendig aangroeien, dat jaarlijksche verhoogingen beter aan de behoeften beantwoorden en dat de onderwijzer zijn maximumwedde moet bereiken na vier en twintig jaren dienst.

Al deze voordeelen zouden nochtans niet gelden voor de Frœbelonderwijzeressen, die niet in bezit zijn van het diploma van lagere onderwijzeres of het diploma van middelbaar onderwijs 2^{den} graad; de bewaarschoolonderwijzeressen zouden zich moeten tevreden stellen met drie vierden der aanvangsjaarwedde en met de jaarlijksche verhoogingen.

3° Wat aangaat de vergoeding voor bestuur, vragen wij dat zij niet minder dan 300 frank en niet meer dan 600 frank zou bedragen, en dat alle klasonderwijzers de helft dier vergoeding zouden trekken na vijf en twintig jaren dienst.

4° Ons voorstel bevat enkele bepalingen ten gunste van de ingelijfde onderwijzers. Deze bepalingen, waarbij de verdedigers van het Vaderland de oorlogsjaren voor dubbel kunnen doen tellen met het oog op de weddeverhoogingen en deze jaren kunnen doen gelden voor de vijf proefjaren vereischt om tot schoolbestuurder benoemd te worden, zijn geene gunsten, het zijn slechts maatregelen van billijkheid en rechtvaardigheid.

5° Wij hebben gemeend in de wet zekere bepalingen te moeten opnemen ten voordeele van de bijzondere leeraars, wier getal voortdurend zal aangroeien ten gevolge van den 4ⁿ graad.

6° Daar het volksonderwijs vóór alles een dienst van den Staat is, vermeerderen en vereenvoudigen wij de financieele tusschenkomst van den

Staat. Voortaan zal de Staat tusschenkomen voor vier vijfden in de jaarwedden van het lager- en Froebelonderwijspersoneel, en de gemeente voor één vijfde.

7^o De onregelmatige betaling der jaarwedden en de noodlottige invloed, ten opzichte van de moreele onafhankelijkheid van den onderwijzer, uitgeoefend door sommige uitpluizers van de gemeentebegroting, die den armen schoolmeester aanstellen als een *gemeentelijken budgetvretter*, hebben vele onderwijzers er toe aangezet te vragen dat de Staat het onderwijs zou overnemen.

Deze overneming, die voorzeker een heilzamen invloed zou uitoefenen op den vooruitgang van het onderwijs in een aantal plattelandsgemeenten, zou ongelukkig in de groote steden ernstige bezwaren opleveren. De Belgische gemeenten, vooral de groote steden, houden aan hare zelfstandigheid. De onderwijzer moet het vertrouwen bezitten van de huisvaders, waarvan de meerderheid door den Gemeenteraad vertegenwoordigd is; de ambtelijke verplaatsingen zouden onaangenaam en bezwarend zijn, enz.

Om den tegenwoordigen ondraaglijken en noodlottigen toestand te verbeteren, stellen wij voor, dat de wedde van den onderwijzer rechtstreeks door de Openbare Schatkist worde betaald en dat het aandeel der gemeente elk jaar ten behoeve van den Staat worde ingevorderd.

Dit zijn, Mijne Heeren, de voorstellen die wij met vertrouwen aan het oordeel der Kamer onderwerpen; zij zal ze, wij zijn ervan overtuigd, welwillend onderzoeken vóór het sluiten van het zittingsjaar en aldus een einde stellen aan den huidige abnormalen toestand, die zoo gevaarlijk is voor de opvoeding der jeugd en voor de toekomst van het Vaderland.

ADOLPHE BUYL.

Proposition de loi portant revision de certains articles de la loi organique de l'instruction primaire du 19 mai 1914.

ARTICLE PREMIER.

L'article 29 de la loi organique de l'enseignement primaire est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le Conseil communal fixe le traitement des instituteurs communaux qui comprendra nécessairement les éléments suivants :

» 1° Un traitement de base de 3,600 francs pour les instituteurs et institutrices primaires et Frœbel.

» 2° Une indemnité de résidence fixée comme suit :

» Dans les communes de 5,000 habitants et moins. . . fr. 200 »

» Dans les communes de 5,001 habitants à 40,000 habitants 400 »

» Dans les communes de 40,001 habitants à 100,000 habitants 600 »

» Dans les communes de plus de 100,000 habitants . 800 »

» Cette indemnité sera doublée :

» a) Pour les instituteurs mariés, ainsi que les veufs et veuves avec enfants ;

» b) Pour les instituteurs et institutrices chefs d'école.

Wetsvoorstel houdende herziening van sommige artikelen der wet van 19 Mei 1914 tot regeling van het lager onderwijs.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 29 der wet tot regeling van het lager onderwijs wordt door de navolgende bepalingen vervangen :

« De Gemeenteraad stelt de wedde van de gemeentelijke onderwijzers vast ; deze wedde bestaat noodzakelijk uit :

» 1° Eene aanvangswedde van 3,600 frank voor de onderwijzers en onderwijzeressen der lagere scholen en der Frœbelscholen ;

» 2° Eene huishuurvergoeding bepaald als volgt :

» In de gemeenten van 5,000 inwoners en minder. . . . fr. 200 »

» In de gemeenten van 5,001 tot en met 40,000 inwoners 400 »

» In de gemeenten van 40,001 tot en met 100,000 inwoners 600 »

» In de gemeenten van meer dan 100,000 inwoners. 800 »

» Deze vergoeding wordt op het dubbel gebracht :

» a) Voor de gehuwde onderwijzers, alsmede voor de weduwnaars en weduwen met kinderen ;

» b) Voor de onderwijzers en onderwijzeressen die tevens schoolhoofden zijn.

» Les communes sont classées d'après la population de droit constatée par le dernier recensement décennal.

» Deux ou plusieurs communes formant une agglomération ou considérées comme telle par arrêté royal, sont rangées dans la catégorie de celle d'entre elles ayant la plus forte population.

» N'ont pas droit à l'indemnité de résidence les instituteurs et les institutrices qui ont la jouissance d'un logement scolaire.

» Les qualifications de « sous-instituteur » et de « sous-institutrice » sont supprimées.

ART. 2.

Le *littera A* de l'article 32 est rédigé comme suit :

« L'instituteur et l'institutrice primaires et Froebel ont droit à douze augmentations annuelles de 150 francs et douze augmentations annuelles de 100 francs à l'effet de majorer de 3,000 francs après vingt-quatre ans de service, le minimum prévu à l'article 29.

» Ces augmentations prennent cours au 1^{er} janvier de chaque année.

» Toutefois, lorsque l'institutrice Froebel n'est pas porteur du diplôme de l'enseignement primaire ou du diplôme de l'enseignement moyen du 2^e degré, elle n'a droit qu'aux trois quarts du traitement de base et des augmentations annuelles; elle jouira de l'intégralité de l'indemnité de résidence. »

ART. 3.

Le *littera B* de l'article 32 est complété par la disposition suivante :

« Les services rendus pendant la

» De gemeenten worden ingedeeld naar het cijfer der bevolking, vastgesteld door de jongste tienjaarlijksche volkstelling.

» Twee of meer gemeenten, die eene agglomeratie uitmaken of bij koninklijk besluit als zoodanig zijn beschouwd, worden opgenomen in de klasse van die onder haar, welke de grootste bevolking heeft.

» Onderwijzers en onderwijzeressen, die een schoolhuis bewonen, hebben geen aanspraak op de huishuurvergoeding.

» De benamingen « hulponderwijzer » en « hulponderwijzeres » worden afgeschaft. »

ART. 2.

Littera A van artikel 32 wordt gewijzigd als volgt :

« De onderwijzeren de onderwijzeres der lagere scholen en der Froebelscholen hebben aanspraak op twaalf jaarlijksche verhoogingen van 150 frank en twaalf jaarlijksche verhoogingen van 100 frank, derwijze dat het bij artikel 29 bepaald minimum met 3,000 frank wordt verhoogd na een diensttijd van vier en twintig jaar.

» Deze verhoogingen zijn verschuldigd vanaf 1 Januari van elk jaar.

» Is echter de onderwijzeres der Froebelschool niet in bezit van het diploma van lager onderwijs of van het diploma van middelbaar onderwijs 2^e graad, dan heeft zij slechts aanspraak op drie vierden van de aanvangswedde en van de jaarlijksche verhoogingen, alsmede op de volle huishuurvergoeding. »

ART. 3.

Littera B van artikel 32 wordt aangevuld door de navolgende bepaling :

« De diensten, tijdens den oorlog be-

guerre par les instituteurs incorporés comptent double. Sont assimilés aux instituteurs, les porteurs du diplôme d'instituteur et du diplôme de l'enseignement moyen du 2^e degré, qui n'étaient pas encore en fonctions au moment de leur incorporation.

» Les mêmes dispositions sont applicables aux élèves normalistes incorporés. »

ART. 4.

Par dérogation aux articles 23, 31 et 32, *littera F*, l'Etat supportera les quatre cinquièmes du traitement de base, de l'indemnité de résidence et de l'augmentation annuelle obligatoire, quand il s'agit d'instituteurs ou d'institutrices ne vivant pas en commun.

ART. 5.

L'article 33 est modifié comme suit :

« Une indemnité de direction, à concurrence des quatre cinquièmes à charge de l'Etat et calculée à raison de 100 francs par classe, est attribuée aux chefs d'école titulaires d'une classe, ou qui ont la direction de cinq classes au moins.

» Cette indemnité ne peut être inférieure à 300 francs, ni supérieure à 600 francs.

» Après vingt-cinq années de service, tout instituteur de classe obtient le titre de directeur d'école, à titre personnel, et a droit à la moitié de l'indemnité de direction. »

ART. 6.

Le paragraphe suivant est ajouté à l'article 14 :

« Toutefois, les résolutions des con-

wezen door de ingelijfde onderwijzers, tellen voor dubbel. Worden met de onderwijzers gelijkgesteld zij, die in bezit zijn van het diploma van onderwijzer en van het diploma van het middelbaar onderwijs 2ⁿ graad en die bij hunne inlijving nog niet in bediening waren.

» Dezelfde bepalingen zijn van toepassing op de ingelijfde leerlingen der normaalscholen. »

ART. 4.

Met afwijking van de artikelen 23, 31 en 32, *littera F*, draagt de Staat vier vijfden der aanvangswedde, der huishuurvergoeding en der verplichte jaarlijkse verhooging, wanneer het betreft onderwijzers of onderwijzeressen die niet in gemeenschap leven.

ART. 5.

Artikel 33 wordt gewijzigd als volgt :

« Eene bestuursvergoeding, tegen 100 frank par klasse berekend en tot een bedrag van vier vijfden ten laste van den Staat gelegd, wordt toegekend aan de schoolhoofden die met eene klasse belast zijn of het bestuur hebben over ten minste vijf klassen.

» Deze vergoeding bedraagt ten minste 300 frank, doch mag niet 600 frank overschrijden.

» Na een dienstdtijd van vijf en twintig jaar bekomt elke onderwijzer eener klasse den titel van schoolbestuurder, ten persoonlijken titel, en heeft hij aanspraak op de helft der bestuursvergoeding. »

ART. 6.

Het navolgende lid wordt aan artikel 14 toegevoegd :

« De beslissingen der gemeentera-

seils communaux portant suppression d'une école gardienne communale ou d'une ou plusieurs places d'institutrice gardienne, sont soumises à l'avis de la Députation permanente et à l'approbation du Roi.

» Toutes les autres dispositions de la loi organique sont applicables aux écoles gardiennes. »

ART. 7.

Les traitements des maîtres spéciaux chargés d'enseigner certaines branches dans les écoles où le personnel ordinaire n'a pas les aptitudes voulues pour donner cette enseignement, tels que les maîtresses de couture, d'économie domestique, les professeurs de dessin, des travaux manuels, de chant, de gymnastique, d'agriculture, etc., sont calculés à raison de 4 % du revenu des instituteurs par heure hebdomadaire de cours.

Toutes les autres dispositions de la loi organique leur sont applicables.

ART. 8.

L'article 36 est complété comme suit :

« Le traitement est payé mensuellement par le Trésor public; chaque année les parts incombant aux communes dans le paiement de ces traitements sont portées aux budgets des communes. Ces parts sont recouvrables au profit du Trésor public. Le versement en est fait chez les agents du caissier général de l'Etat avant le 15 décembre de l'année pour laquelle les parts sont dues. »

den, houdende afschaffing van eene gemeentelijke bewaarschool of van een of meer plaatsen van onderwijzeres eener bewaarschool, worden echter onderworpen aan het advies der Bestendige Deputatie en aan de goedkeuring des Konings.

» Al de overige bepalingen der organieke wet zijn van toepassing op de bewaarscholen. »

ART. 7.

De wedden van de bijzondere leermeesters, met het onderwijs van sommige vakken belast in de scholen waar het gewoon personeel daartoe niet bekwaam is, als daar zijn de leermeesteressen voor naaldenwerk, huishoudkunde, de leeraars van handteekenen, handwerken, zang, gymnastiek, landbouw, enz., worden berekend tegen 4 t. h. van het inkomen der onderwijzers voor elke uur les per week.

Al de overige bepalingen der organieke wet zijn op hen toepasselijk.

ART. 8.

Artikel 36 wordt aangevuld als volgt :

« De wedde wordt maandelijks betaald door de Openbare Schatkist; ieder jaar wordt het aandeel, dat elke gemeente in die wedde moet betalen, op de gemeentebegroting uitgetrokken. Dit aandeel moet in de Openbare Schatkist gestort worden. De storting geschiedt bij de agenten van den algemeenen kashouder van den Staat vóór 15 December van het jaar, waarvoor het aandeel is verschuldigd. »

ART. 9.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 28 :

« Dans la supputation des années de service sont comprises les années passées à l'armée par les instituteurs et les élèves normalistes incorporés. »

ART. 10.

Les dispositions ci-dessus sont rendues applicables à partir du 1^{er} juillet 1919.

ART. 9.

De navolgende bepaling wordt aan artikel 28 toegevoegd :

« Bij het berekenen van de jaren dienst worden de jaren, die de ingelijfde onderwijzers en leerlingen van normaalscholen in het leger doorbrachten, in aanmerking genomen. »

ART. 10.

Bovenstaande bepalingen zijn van toepassing vanaf 1 Juli 1919.

A. BUYL.

H. MARCK.

D^r V. VAN CAUTEREN.

J. MAENHAUT.

NICOLAS SOUPLIT.

BERLOZ EUGÈNE.

